



PRÉFET DU GERS

Liberté
Égalité
Fraternité

Préfecture du Gers Secrétariat Général Direction de la citoyenneté et de la légalité Bureau du droit de l'environnement

Auch, le 27 mars 2023,

Monsieur le Directeur,

Vous avez transmis le 22 avril 2022 complété le 05 mai 2022 et 27 février 2023, un porter-à-connaissance relatif à la mise en place de panneaux photovoltaïques sur la toiture d'un de vos entrepôts couverts, soumis au seuil de la déclaration pour la rubrique 1510-2-c de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), que vous exploitez sur le territoire de la commune de Saint-Elix-Theux.

Après examen des éléments fournis, l'inspecteur de l'environnement constate que le projet susmentionné n'induit aucune modification sur l'aménagement et l'implantation des installations techniques du site et de ce fait, a un caractère notable mais pas substantiel.

Il soulève aussi le fait qu'il répond aux exigences de l'article 29, alinéa 2, de la section V de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE soumises à autorisation. Cependant, l'entrepôt concerné ne relevant que du régime de la déclaration, le projet n'est pas assujéti à ladite section V.

En outre, il m'indique que le décret n° 2018-900, du 22 octobre 2018, a modifié différentes rubriques de la nomenclature des ICPE et notamment la rubrique 2260. Au regard de ces modifications et de l'actualisation des volumes d'activité signalée dans votre porter-à-connaissance, le tableau de classement des ICPE exploitées sur votre site de Saint-Elix-Theux est modifié de la manière suivante :

N° de rubrique	Libellé de la rubrique	Volume de l'activité	Régime (*)
2160-2-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables [...] 2. Autres installations : a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³	30 795 m ³	A
2160-1-a	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables [...] 1. Silos plats : a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	49 286 m ³	E
2260-2-b	Broyage, concassage, criblage, etc[...] ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels [...] 2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant : b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW	17,8 MW	DC

Monsieur le Président
Coopérative GERSYCOOP
Boulevard des Pyrénées
32 300 MIRANDE

Copie : DREAL

Mél. : pref-environnement@gers.gouv.fr
Tél : 05 62 61 44 64
3 Place du Préfet Claude Erignac - 32000 AUCH
www.gers.gouv.fr

N° de rubrique	Libellé de la rubrique	Volume de l'activité	Régime (*)
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel [...]. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	43,8 t	DC
1510-2-c	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts [...] : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	19 530 m ³	DC

A : autorisation ; DC : déclaration soumise à contrôle périodique ; NC : non classé

Le tableau ci-dessus modifie celui porté à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} août 2013.

Je vous rappelle toutefois que les prescriptions édictées par des actes antérieurs restent applicables y compris celles fixées par les arrêtés ministériels et que les travaux de mise en œuvre de ce système photovoltaïque devront s'effectuer conformément aux dispositions prévues dans votre dossier de porter-à-connaissance du 27 février 2023.

Mon service ainsi que celui de l'inspection restent à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,
le chef de bureau du droit de l'environnement



Frédéric GUERTENER